



[Union Départementale CGT de la Gironde] [Bourse du Travail] [44 cours Aristide Briand CS 21685] [33075 BORDEAUX CEDEX]  
<http://www.cgt-gironde.org> [ud@cgt-gironde.org](mailto:ud@cgt-gironde.org) Tel: 05.57.22.71.40 Fax: 05.56.02.38.19

Préfecture de la Gironde  
Monsieur le Préfet de Gironde  
2 Esplanade Charles de Gaulle  
CS 41397  
33077 BORDEAUX Cedex

Bordeaux, le 17 janvier 2019

Monsieur,

L'Union Départementale CGT de la Gironde vous interpelle à propos des nombreuses violences policières qui émaillent les manifestations de ces dernières semaines. L'heure est grave.

Dans un contexte de tensions sociales exacerbées qui expriment des exigences de démocratie, de justice sociale, un mal vivre quotidien pour de plus en plus de travailleurs, un sentiment de déclassement voire d'oubliés de la République !

La seule réponse du Gouvernement et de ses représentants est la violence, alors que le monde du travail subit une violence sociale sans précédent.

Pourtant ce n'est pas faute de vous avoir alerté lors des nombreuses mobilisations sociales. Le mal vivre grandit dans ce pays, ce ne sont pas des miettes que veulent les travailleurs mais bien récupérer le fruit de leur travail à partir d'une autre répartition des richesses.

Vous comprendrez que nous ne pouvons qu'être scandalisés de constater le déploiement de policiers, armés de fusils d'assaut, faire usage de grenades GLI-F4 qui ont par ailleurs arraché la main d'un manifestant à Bordeaux, ou faire usage de flash ball qui ont plongé un homme dans le coma et provoqué de nombreuses blessures très graves.

La violence génère la violence !

Dans un pays de droit, républicain, comme la France, les manifestants ne peuvent être traités comme des dangereux terroristes !

Cette escalade est inquiétante pour la démocratie, elle ne résoudra pas le problème de fond.

À maintes reprises la CGT a dénoncé les attaques successives contre les militants syndicaux traités comme des criminels. Le Gouvernement voulant faire taire la contestation, il entend s'approprier la proposition de loi liberticide du parti « les Républicains » prévoyant la restriction drastique du droit de manifester !

Ce projet de loi liberticide prévoit le contrôle généralisé des effets personnelles des passants aux abords des manifestations, la création d'une interdiction administrative de manifester, d'un fichier de manifestants, de poursuivre et condamner un militant syndical pour l'organisation d'une manifestation sans déclaration préalable et pourrait encourir une peine d'interdiction des droits civiques, civils et famille !

Au lieu de répondre aux revendications légitimes de justice sociale le Gouvernement instaure un climat de terreur.

En d'autres temps certains l'ont tenté, M. Thiers pour ne citer que lui, a cherché à étouffer la révolte des Canuts en envoyant l'armée fusiller les manifestants ; Mais rien, rien ne fera taire la contestation sauf à satisfaire les revendications !

C'est pourquoi nous vous demandons de stopper les violences policières lors des manifestations, de vous opposer à ce projet de loi liberticide, de permettre aux manifestants de défiler dans des conditions et de faire remonter au plus haut sommet de l'État et au Patronat les revendications sociales.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, nos salutations distinguées.

***Pour la Commission Exécutive de l'UD CGT de Gironde  
Corinne VERSIGNY,  
Secrétaire Générale de l'UD CGT de Gironde***